

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 2874

[C — 2004/31379]

15 JANUARI 2004. — Besluit nr. 2003/10 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid artikel 87, § 3, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding verleend op ...

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verleend op 27 januari 2003;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor de Begroting verleend op 22 februari 2003;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt;

Gelet op het advies van het Basisoverlegcomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding verleend op 1 februari 2002;

Overwegende dat het aantal betrekkingen voorzien in de personeelsformatie van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding verhoogd dient te worden gezien het aantal laureaten van de vergelijkende aanwervings-examens ingericht door SELOR voor de Franse Gemeenschapscommissie;

Op de voordracht van het Lid van het College bevoegd voor de Beroepsomschakeling en Bijscholing;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit artikel regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.**Art. 2.** In artikel 2A, aangaande niveau 2 van het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding wordt het cijfer 23 met betrekking tot de graad van opsteller vervangen door het cijfer 27.**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.**Art. 4.** De leden van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding, het Onderwijs en het Openbaar Ambt, worden belast met de uitvoering van deze beslissing.

Brussel, 15 januari 2004.

E. TOMAS,

Voorzitter van het College bevoegd voor Onderwijs, Beroepsomschakeling en Bijscholing, Schoolvervoer, Cohabitatie met de Plaatselijke Leefgemeenschappen, Relaties met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, en de Internationale Betrekkingen

D. DUCARME,

Lid van het College, bevoegd voor het Openbaar Ambt

A. HUTCHINSON,

Lid van het College, bevoegd voor Begroting

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 2875

[C — 2004/31376]

10 JUIN 2004. — Arrêté n° 2003/008 du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale portant statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Collège,

Vu la loi spéciale des Réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, § 3, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, notamment les articles 46 à 52;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné en date du 28 juin 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2002;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 22 mai 2003;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé de la Fonction publique, donné le 15 janvier 2004;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions;

Vu le protocole n° 2003/5 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française, signé le 17 février 2003;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française en date du 15 janvier 2004 relatif à la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois.

Vu l'avis 36.631/2 du Conseil d'état, donné le 25 février 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'état;

Sur proposition des Membres du Collège chargés de la Formation professionnelle, de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Les dispositions contenues à l'article 32 de l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française sont remplacées par les dispositions suivantes :

Art. 32. § 1^{er}. Le fonctionnaire dirigeant de l'organisme désigne un directeur de la formation parmi les fonctionnaires d'un rang égal ou supérieur au rang 11 et comptant une ancienneté d'au moins cinq ans dans un niveau 1.

Le Directeur de la formation est désigné pour une période de cinq ans renouvelable.

§ 2. Préalablement à sa désignation, le Directeur de la Formation doit obtenir un brevet d'aptitude, lequel est délivré à l'issue d'une période de formation d'au moins dix jours dont les modalités sont fixées par le Collège.

Peuvent participer à ladite période de formation les candidats retenus par le Conseil de direction, parmi les fonctionnaires de niveau 11 au moins et qui ont obtenu l'évaluation la plus favorable.

Trois candidats au plus suivent la période de formation visée aux alinéas précédents.

Les candidats dont la participation à la période de formation a été refusée, peuvent introduire, dans les huit jours de la notification de la décision, un recours devant la Commission des stages. Celle-ci statue dans les quinze jours.

§ 3. 1° Outre les attributions qui lui sont expressément reconnues par le présent arrêté, le directeur de la formation a pour mission :

— d'émettre des avis sur les programmes d'accueil et de formation, à son initiative, à celle du fonctionnaire dirigeant de l'organisme ou de son délégué, ou encore à la demande de la Division des Ressources humaines des organismes visés à l'article 2;

— de guider et de contrôler les stagiaires.

2° Pendant la durée de sa fonction, le directeur de la formation bénéficie de la première échelle de traitement liée au grade du rang 13 sauf s'il bénéficie d'un traitement au moins égal.

Pendant la durée de sa fonction, le directeur doit pouvoir participer à des activités de perfectionnement.

§ 4. En ce qui concerne la guidance des stagiaires, le directeur de la formation établit trois rapports circonstanciés motivant son évaluation et les transmet au service du personnel.

Le premier rapport est transmis avant la fin du deuxième mois en ce qui concerne les stagiaires des niveaux 2 et 3 et avant la fin du quatrième mois en ce qui concerne les stagiaires des niveaux 1 et 2+.

Le deuxième rapport est transmis avant la fin du quatrième mois en ce qui concerne les stagiaires des niveaux 2 et 3 et avant la fin du huitième mois en ce qui concerne les stagiaires des niveaux 1 et 2+.

Le troisième rapport est transmis avant la fin du sixième mois en ce qui concerne les stagiaires des niveaux 2 et 3 et avant la fin du douzième mois en ce qui concerne les stagiaires des niveaux 1 et 2+.

Chaque rapport est communiqué au stagiaire qui y joint éventuellement ses observations et est versé à son dossier personnel.

§ 5. A titre transitoire, en l'attente de la nomination d'un directeur de la formation, le fonctionnaire responsable de la division des ressources humaines de l'organisme exerce les attributions dévolues par l'arrêté au directeur de la formation.

Art. 3. Les dispositions contenues dans la partie V - De l'accueil et de la formation en ces articles 46 à 52 de l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française sont remplacées par les dispositions suivantes :

PARTIE V. — DE L'ACCUEIL ET DE LA FORMATION

CHAPITRE I^{er}. — Des dispositions générales

Art. 46. Les dispositions de la présente partie sont applicables :

- 1° Aux membres du personnel statutaire définitif des organismes visés à l'article 2 du statut.
- 2° Aux stagiaires à l'exception des dispositions des articles 48 à 52 du statut.
- 3° Aux membres du personnel contractuel (administratif) desdits organismes.

CHAPITRE II. — De l'accueil

Art. 47. Il y a lieu d'entendre par accueil toute mesure favorisant l'intégration des nouveaux membres du personnel au sein des organismes visés à l'article 2 du statut.

Art. 47/2. § 1^{er}. Le Collège adopte les lignes directrices qui régissent l'accueil sur proposition du membre du Collège compétent en matière de Fonction publique.

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant de chaque organisme visé à l'article 2 fixe, après avis du Conseil de direction en se conformant aux lignes directrices définies en vertu du paragraphe précédent, le programme d'accueil répondant aux besoins de son administration et de son personnel.

Art. 47/3. La division des ressources humaines est chargée de l'exécution du programme d'accueil.

Art. 47/4. Pendant les périodes d'absence justifiées par l'application des dispositions du présent chapitre, l'agent est en activité de service.

CHAPITRE III. — *De la formation*

Art. 48. Il y a lieu d'entendre par formation professionnelle toute formation qui se rapporte directement à la fonction exercée ou à exercer à l'avenir au sein de l'organisme.

Sont considérées d'office comme des formations professionnelles :

- Les formations qui préparent à un concours de recrutement organisé par le SELOR.
- Les formations qui préparent à une épreuve de carrière.

Art. 48/2. Une dispense de service de trois jours est accordée aux membres du personnel qui participent à une épreuve de carrière ou à un examen organisé par le SELOR et qui ne suivent pas de formation spécifique.

Art. 48/3. § 1^{er}. Chaque année, un plan de formation indicatif est établi pour tout membre du personnel ou tout groupe de membres du personnel exerçant la même fonction : celui-ci a trait à la période comprise entre le 1^{er} septembre et le 31 août de l'année suivante.

§ 2. Le plan de formation est établi par la division des ressources humaines.

§ 3. Ce plan mentionne :

- 1° La formation professionnelle obligatoire que devra suivre le membre du personnel durant l'année à laquelle se réfère le plan de formation. On entend par formation obligatoire, la formation imposée par l'Organisme en raison des fonctions exercées ou à exercer.

- 2° La formation professionnelle que souhaite suivre le membre du personnel durant l'année à laquelle se réfère le plan de formation.

Art. 49. Pour la formation professionnelle obligatoire organisée dans ou à l'extérieur de l'organisme, l'agent reçoit une dispense de service. Les heures de formation qui se situent en dehors des heures de service sont compensées en application du règlement applicable au membre du personnel concerné.

Art. 49/2. Un congé de formation est accordé pour la formation professionnelle, à la condition que le dispensateur de la formation choisie soit accrédité.

Sont accrédités les dispensateurs de formation qui figurent à l'annexe IV du présent arrêté et les formations propres aux organismes qui sont déterminées par la division des Ressources humaines.

Art. 49/3. § 1^{er}. Pour l'obtention d'un congé de formation, le membre du personnel communique la formation choisie à son supérieur hiérarchique. Celui-ci communique la demande avec son avis motivé à la division des ressources humaines dans les dix jours.

La division des ressources humaines autorise le congé de formation dans les dix jours de la transmission de la demande.

L'absence de décision dans les délais prévus est réputée constituer une décision favorable.

Lorsque la Division des Ressources humaines refuse le congé de formation un recours est ouvert auprès de la Commission de recours en matière de formation dont la composition et les modes de fonctionnement sont fixés à l'article 52.

§ 2. Le congé de formation ne peut en aucun cas être refusé pour les formations visées à l'article 48, alinéa 2, lorsqu'il s'agit d'une première participation à l'examen ou à l'épreuve en question.

Art. 49/4. Pendant les périodes d'absences justifiées par la participation aux activités organisées dans le cadre de ce chapitre, l'agent est en activité de service.

Art. 49/5. § 1^{er}. Le congé de formation est égal au nombre d'heures de formation, sans toutefois pouvoir dépasser le plafond de 120 heures par année.

Le nombre d'heures dont l'agent est dispensé en raison d'études antérieures ou en cours est déduit de ce plafond à due concurrence.

On entend par « année » la période s'étendant du 1^{er} septembre d'une année académique au 31 août de l'année suivante.

Pour une formation n'exigeant pas de présence régulière, le nombre d'heures de la formation est assimilé au nombre de leçons du programme d'étude.

§ 2. Le congé de formation peut être refusé quand l'intérêt du service s'y oppose. Toutefois, un tel refus ne peut être opposé à l'agent deux années consécutives.

§ 3. Le congé de formation ne peut être accordé plus de deux fois pour la même formation.

Art. 49/6. Le droit à une dispense de service ou à un congé de formation est suspendu si au terme d'une formation, il résulte que l'attestation d'assiduité à transmettre que l'agent a été absent au cours de sa formation sans raison légitime et ce pendant plus d'un cinquième de sa durée.

Art. 50. Le contrôle de la dispense de service et du congé de formation se fait sur la base des attestations suivantes :

1° Une attestation d'inscription régulière mentionnant la formation à laquelle l'agent est inscrit, le nombre d'heures de la formation ainsi que le calendrier.

2° Lorsqu'elle peut être délivrée, une attestation relative à l'assiduité avec laquelle l'agent a suivi la formation.

Les attestations sont conformes aux modèles des annexes 5 et 6 au présent arrêté.

Art. 50/2. Le formulaire d'attestation d'inscription régulière est transmis par l'agent au dispensateur de formation.

L'agent est tenu de remettre l'attestation d'inscription dûment complétée à la division des ressources humaines.

Art. 50/3. § 1^{er}. Le formulaire de l'attestation relative à l'assiduité est transmis par l'agent au dispensateur de formation à l'issue de la formation ou du programme d'étude.

Celui-ci délivre l'attestation dans les vingt jours qui suivent la fin de la formation.

Dans les trente jours qui suivent la fin de la formation ou du programme d'études, l'agent remet l'attestation à la division des ressources humaines.

La même obligation est imposée à l'agent qui abandonne prématurément la formation.

§ 2. L'abandon de la formation doit être signalé immédiatement au dispensateur de formation.

Art. 50/4. La dispense de service ou le congé de formation afférents aux formations pour lesquelles une présence régulière n'est pas requise, sont pris entre le début et la fin des travaux imposés. Si cette formation est suivie de la participation à un examen, la période est prolongée jusqu'à la fin de la première ou éventuellement de la seconde session d'examens.

Art. 50/5. Compte tenu des besoins du service et du nombre d'heures ou de leçons de la formation mentionnés dans l'attestation d'inscription régulière, une répartition planifiée de la dispense de service ou du congé de formation peut le cas échéant être imposée. Cette répartition est établie par le chef de service après consultation de l'agent intéressé. Elle est transmise à la division des ressources humaines.

Art. 51. L'agent qui participe à une formation exigée par son supérieur hiérarchique et/ou la division des ressources humaines, a droit au remboursement des frais de parcours.

Les frais inhérents à une formation exigée par le supérieur hiérarchique ou la division des ressources humaines, sont intégralement pris en charge par l'organisme.

Art. 51/2. Les frais inhérents à une formation demandée par l'agent peuvent faire l'objet d'une participation financière de la part de l'organisme. Les modalités et conditions dans lesquelles elles sont octroyées sont définies par le Collège de la Commission communautaire française et mise en œuvre par le Directeur général.

Art. 52. § 1^{er}. Le membre du personnel peut introduire un recours contre la décision de refus opposée à sa demande de formation ou contre la décision de mettre fin à sa formation.

A cette fin, il est créé au sein de l'organisme une Commission de recours en matière de formation.

§ 2. Cette commission est composée :

D'un président et d'un suppléant désignés par le Comité de gestion sur proposition du directeur général;

De trois membres effectifs et de trois membres suppléants désignés par le directeur général;

De trois membres effectifs et de trois membres suppléants désignés par les organisations syndicales représentatives des travailleurs de l'Institut (un membre par organisation syndicale représentative);

D'un secrétaire désigné par le Directeur général, n'ayant pas de voix délibérative.

La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Comité de gestion.

§ 3. L'agent dispose, pour introduire son recours, d'un délai de dix jours prenant cours, selon le cas, à la date à laquelle il a été avisé de la décision de refus opposée à sa demande ou à la date à laquelle il a été averti qu'il était mis fin à sa formation.

§ 4. A moins d'empêchement légitime, l'agent se présente en personne devant la Commission; il peut se faire assister d'un membre du personnel de l'Institut ou d'un délégué d'une organisation syndicale représentative de l'Institut. Ce défenseur ne peut faire partie, à aucun titre de la Commission.

La mesure contestée est défendue par un agent que désigne le directeur général.

Ni cet agent, ni l'auteur du recours, ou son défenseur ne peuvent assister à la délibération.

La décision de la Commission ne peut faire l'objet d'aucun recours interne.

Art. 4. dispositions transitoires et finales

§ 1^{er}. La dispense de service et le congé de formation en exécution des nouveaux articles 48 à 52, sont applicables aux formations qui commencent à partir du 1^{er} septembre qui suit la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Le régime de la dispense de service et du congé de formation existant avant le 1^{er} septembre qui suit la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, reste applicable à la formation pour laquelle une dispense de service ou un congé de formation a déjà été accordé.

Art. 5. Les membres du Collège chargés de la formation professionnelle, de l'enseignement et de la fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 juin 2004.

E. TOMAS,

Président du Collège, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne ainsi que des Relations internationales

J. SIMONET,

Membre du Collège, chargé de la Fonction publique

Vu pour être annexé à l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.

Annexe 4

Agrément

Article 1^{er}. Les dispensateurs de formation suivants sont accrédités; les formations donnent droit à l'octroi d'un congé de formation :

1. Le cours de l'enseignement à distance du Service de l'Enseignement à distance du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française.

2. Les cours organisés dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale et qui sont organisés, subventionnés ou reconnus par une Communauté.

3. Les cours relevant de l'enseignement supérieur non universitaire de type court et de plein exercice organisés le soir ou le week-end, dans des établissements d'enseignement supérieur conformément à l'article 5bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur.

4. Les cours relevant de l'enseignement supérieur non universitaire de type long et de plein exercice, organisés le soir ou le week-end dans des établissements d'enseignement supérieur conformément à l'article 5bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur.

5. Les cours relevant de l'enseignement universitaire des premiers et deuxième cycles, organisés le soir ou le week-end dans les universités et les établissements assimilés aux universités en vue de l'obtention d'un titre légal ou scientifique visé par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur.

6. Les cours de tout cycle d'étude complémentaires organisés par les universités et les établissements assimilés aux universités.

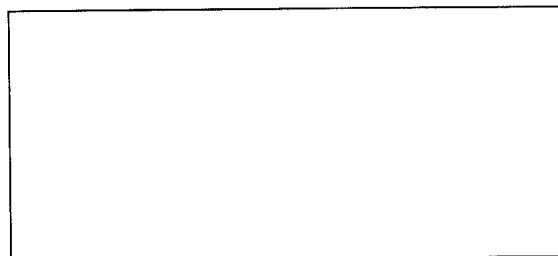
7. Les dispensateurs organisant des formations, recyclage (en entreprise ou non), séminaires répondant aux besoins spécifiques des fonctions exercées par l'agent.

Annexe 5

Attestation d'inscription régulière et la cas échéant, attestation d'assiduité

Je soussigné(e)

Agissant en qualité de
De l'établissement dont la dénomination et l'adresse
sont mentionnés dans le cadre ci-contre,
atteste que



M. / Mme/ Melle (nom et prénom).....

Domicilié(e)

Est inscrit(e) régulièrement à la formation décrite ci-après :

Type de formation : Lieu de la formation.....

Intitulé :

Date de l'inscription Durée totale des études.....

Nombre théorique d'heures de cours de l'année scolaire ou de la formation	A	H
Nombre d'heures de cours que l'étudiant est dispensé de suivre en raison d'études antérieures ou en cours	B	H
Nombre d'heures de cours pour l'étudiant considéré (heures de la formation)	C	H

$C = A - B$

Horaire de la formation suivie / calendrier

Lundi	Mercredi	Vendredi
Mardi	Jeudi	Samedi

Date du début de la formation

Date du dernier examen de la première session

Date du dernier examen de la seconde session (le cas échéant)

Dates des vacances de Noël.....de Pâques d'été.....

Dates des autres congés.....

Date et signature

L'étudiant a suivi la formation décrite ci-dessus de la façon suivante :

Nombre d'heures de cours pour l'étudiant considéré (le cas échéant jusqu'à la date d'abandon de la formation)	Y	H
Nombre d'heures de cours effectivement données		H
Nombre d'heures d'absences justifiées		H
Nombre d'heures d'absences injustifiées	Z	H

$Z/Y =$ taux des absences irrégulières

Date d'abandon de la formation (le cas échéant)

Cachet ou sceau de l'établissement

Date et signature

Annexe 6

A. Attestation d'inscription régulière pour l'enseignement à distance du Ministère de la Communauté française

Je soussigné(e)

Agissant en qualité de
De l'établissement dont la dénomination et l'adresse
sont mentionnés dans le cadre ci-contre,
atteste que

M. / Mme/ Melle (nom et prénom).....

Domicilié(e)

Est inscrit(e) régulièrement au(x) cours décrit(s) ci-après :

Type de cours :

Intitulé :

Date de l'inscription Date de la réception du premier travail imposé

PROGRAMME D'ETUDE

Dénomination des cours	Numéro de l'étudiant	Nombre de semaines	Nombre de leçons

Date et signature

B. Attestation d'assiduité

Dénomination des cours	Nombre de leçons reçues	Fin du programme d'étude
Période(s) d'interruption		

Date et signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.

Bruxelles, le 10 juin 2004

E. TOMAS,

Président du Collège, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne ainsi que des Relations internationales

J. SIMONET,

Membre du Collège, chargé de la Fonction publique

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 2875

[C — 2004/31376]

10 JUNI 2004. — Besluit nr. 2003/008 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het College,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het « Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle », inzonderheid op artikel 22;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 46 tot 52;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het « Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle », verleend op 28 juni 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verleend op 29 mei 2002;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting, verleend op 22 mei 2003;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met het Openbaar Ambt, verleend op 15 januari 2004;

Gelet op het akkoord van de federale Minister van Pensioenen;

Gelet op het protocol nr. 2003/5 van het Comité van de Sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie, ondertekend op 17 februari 2003

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie op datum van 15 januari 2004 betreffende de adviesaanvraag binnen de maand;

Gelet op het advies 36.631/2 van de Raad van State, verleend op 25 februari 2004, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van de Leden van het College bevoegd voor de Beroepsopleiding, Onderwijs en het Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit artikel regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. De bepalingen van artikel 32 van het Besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie worden als volgt vervangen :

Art. 32. § 1. De Leidend Ambtenaar van de instelling wijst een vormingsdirecteur aan onder de ambtenaren van rang 11 minstens, met een anciënniteit in niveau 1 van minstens vijf jaar.

De vormingsdirecteur wordt aangewezen voor een hernieuwbare periode van vijf jaar.

§ 2. Vóór zijn aanwijzing moet de vormingsdirecteur een geschiktheidsbrevet behalen dat wordt afgeleverd na een opleidingsperiode van ten minste tien dagen en waarvan de nadere regels worden bepaald door het College.

Komen in aanmerking voor de opleidingsperiode, de kandidaten die door de Directieraad werden weerhouden onder de ambtenaren van niveau 11 ten minste en die op hun beoordelingsstaat de gunstigste vermelding hebben bekomen.

Ten hoogste drie kandidaten volgen de in de voorgaande leden bedoelde opleidingsperiode

De kandidaten van wie de deelname aan de opleidingsperiode werd geweigerd, kunnen binnen de acht dagen na kennisgeving van de beslissing beroep indienen bij de Stagecommissie. Deze zal binnen vijftien dagen uitspraak doen.

§ 3. 3° Benevens de bevoegdheden die hem door dit besluit uitdrukkelijk worden toegekend, heeft de vormingsdirecteur als opdracht :

— adviezen uitbrengen aangaande de onthaal- en opleidingsprogramma's, op zijn initiatief, op initiatief van de Leidend Ambtenaar van de instelling of van zijn afgevaardigde, of op aanvraag van de afdeling Human Resources van de in artikel 2 bedoelde instellingen;

— de stagiaires begeleiden en op hen toezicht houden;

4° Tijdens de duur van zijn opdracht verkrijgt de vormingsdirecteur de wedde verbonden aan de eerste graad van rang 13, behalve indien hij ten minste een gelijke wedde geniet.

Tijdens de duur van zijn opdracht moet de vormingsdirecteur kunnen deelnemen aan vervolmakende activiteiten.

§ 4. Wat de begeleiding van de stagiairs aangaat, stelt de vormingsdirecteur drie uitvoerige verslagen op ter omkleiding van zijn evaluatie en maakt deze over aan de personeelsdienst.

Het eerste verslag wordt overgemaakt vóór het einde van de tweede maand voor de stagiaires van niveau 2 en 3 en vóór het einde van de vierde maand voor de stagiaires van niveau 1 en 2+.

Het tweede verslag wordt overgemaakt vóór het einde van de vierde maand voor de stagiaires van niveau 2 en 3 en vóór het einde van de achtste maand voor de stagiaires van niveau 1 en 2+.

Het derde verslag wordt overgemaakt vóór het einde van de zesde maand voor de stagiaires van niveau 2 en 3 en vóór het einde van de twaalfde maand voor de stagiaires van niveau 1 en 2+.

Ieder verslag wordt ter kennis gebracht van de stagiair, die er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt die in zijn persoonlijk dossier worden opgenomen.

§ 5. In afwachting van de benoeming van een vormingsdirecteur, oefent de ambtenaar verantwoordelijk voor de afdeling Human Resources van de instelling, tijdelijk de bevoegdheden uit die door dit besluit aan de vormingsdirecteur worden toegekend.

Art. 3. De bepalingen van deel V – Het Onthaal en de Vorming in de artikelen 46 tot 52 van het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie worden als volgt vervangen :

DEEL V. — HET ONTHAAL EN DE VORMING

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 46. De bepalingen van dit deel zijn van toepassing op :

- 1° de leden van het vastbenoemde statutair personeel van de in artikel 2 van het statuut bedoelde instellingen;
- 2° op de stagiairs met uitzondering van de bepalingen van de artikelen 48 tot 52 van het statuut;
- 3° op de leden van het contractueel personeel (administratief) van genoemde instellingen;

HOOFDSTUK II. — Het onthaal

Art. 47. Onder onthaal dient elke maatregel te worden verstaan ter bevordering van de integratie van de nieuwe personeelsleden in de schoot van de instellingen bedoeld in artikel 2 van het statuut.

Art. 47/2. § 1. Het College neemt, op voordracht van het Lid van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt, de richtsnoeren aan inzake onthaal.

§ 2. De Leidend Ambtenaar van elke in artikel 2 bedoelde instelling, bepaalt, na advies van de Directieraad overeenkomstig de krachten in de vorige paragraaf bepaalde richtsnoeren, het onthaalprogramma dat beantwoordt aan de behoeften van zijn administratie en van zijn personeel.

Art. 47/3. De afdeling Human Resources wordt belast met de uitvoering van het onthaalprogramma.

Art. 47/4. Tijdens de periodes van afwezigheid die gerechtvaardigd worden door toepassing van de bepalingen van deze paragraaf, is de ambtenaar in actieve dienst.

HOOFDSTUK III. — De opleiding

Art. 48. Onder beroepsopleiding dient men te verstaan, elke opleiding die rechtstreeks betrekking heeft op de uitgeoefende of de in de toekomst uit te oefenen betrekking in de schoot van de instelling.

Worden ambtshalve beschouwd als beroepsopleidingen :

- de voorbereidende opleidingen op een vergelijkend wervingsexamen georganiseerd door SELOR,
- de voorbereidende opleidingen op een loopbaanexamen.

Art. 48/2. Er wordt een dienstvrijstelling van drie dagen toegekend aan elk personeelslid of aan een groep personeelsleden die deelnemen aan het loopbaanexamen of aan een examen georganiseerd door SELOR en die geen specifieke opleiding volgen.

Art. 48/3. § 1. Jaarlijks wordt een indicatief opleidingsplan uitgewerkt voor elke personeelslid of elke groep personeelsleden die dezelfde betrekking uitoefenen : deze laatste heeft betrekking op de periode tussen 1 september en 31 augustus van het volgende jaar.

§ 2. Het opleidingsplan wordt uitgewerkt door de afdeling Human Resources.

§ 3. Dit plan doet melding van :

1° De verplichte beroepsopleiding die het personeelslid zal moeten volgen gedurende het jaar waarop het opleidingsplan betrekking heeft. Men verstaat onder verplichte beroepsopleiding, de opleiding opgelegd door de Instelling met het oog op de uitgeoefende of uit te oefenen betrekkingen.

2° De beroepsopleiding die het personeelslid wenst te volgen gedurende het jaar waarop het opleidingsplan betrekking heeft.

Art. 49. Voor de verplichte beroepsopleiding georganiseerd binnen of buiten de instelling verkrijgt de ambtenaar een dienstvrijstelling. De opleidingsuren buiten de diensturen worden gecompenseerd in toepassing van het reglement dat van toepassing is op het betrokken personeelslid.

Art. 49/2. Er wordt een opleidingsverlof toegekend voor de beroepsopleiding op voorwaarde dat de gekozen opleidingsverstrekker geaccrediteerd is.

De opleidingsverstrekkers die in bijlage IV van dit besluit vermeld worden, zijn geaccrediteerd en de opleidingen van de instellingen die bepaald worden door de afdeling Human Resources.

Art. 49/3. § 1. Voor het verkrijgen van een opleidingsverlof deelt het personeelslid de gekozen opleiding mee aan zijn hiërarchische overste. Deze laatste maakt zijn aanvraag met zijn gemotiveerd advies binnen tien dagen over aan de afdeling Human Resources.

De afdeling Human Resources verleent het opleidingsverlof binnen tien dagen na de overbrenging van de aanvraag.

Indien er geen beslissing komt binnen de vooropgestelde termijn wordt de beslissing gunstig geacht.

Wanneer de afdeling Human Resources het opleidingsverlof weigert, kan beroep worden ingesteld bij de Beroepscommissie inzake opleiding waarvan de samenstelling en de werkwijzen in artikel 52 worden vastgelegd.

§ 2. Het opleidingsverlof mag in geen geval worden geweigerd voor de in artikel 48, lid 2, bedoelde opleidingen, wanneer het een eerste deelname betreft aan het examen of de proef in kwestie.

Art. 49/4. Tijdens de door de deelname aan de georganiseerde activiteiten in het kader van dit hoofdstuk gemotiveerde afwezigheden, is de ambtenaar in actieve dienst.

Art. 49/5. § 1. Het opleidingsverlof is gelijk aan het aantal opleidingsuren, zonder evenwel per referentiejaar het plafond van 120 uren te mogen overtreffen.

Het aantal uren waarvan de ambtenaar die is vrijgesteld wegens vorige of huidige studies, wordt in dezelfde mate in vermindering gebracht van het plafond.

Men verstaat onder « referentiejaar » de periode vanaf 1 september van een academisch jaar tot 31 augustus van het volgende jaar.

Het aantal opleidingsuren wordt, voor de opleiding die geen regelmatige aanwezigheid vereist, gelijkgesteld met het aantal lessen van het leerprogramma.

§ 2. Het opleidingsverlof kan worden geweigerd indien het niet verenigbaar is met het belang van de dienst. Een dergelijke weigering mag geen twee opeenvolgende jaren geschieden.

§ 3. Het opleidingsverlof mag niet meer dan tweemaal voor dezelfde opleiding worden toegekend.

Art. 49/6. Het recht op een dienstvrijstelling of op een opleidingsverlof wordt geschorst indien na afloop van een opleiding, blijkt uit het over te maken getuigschrift van nauwgezetheid dat de ambtenaar ongewettigd afwezig is geweest op de opleidingslessen en dit gedurende meer dan één vijfde van de duur ervan.

Art. 50. Het toezicht op de dienstvrijstelling en op het opleidingsverlof gebeurt op grond van volgende getuigschriften :

1° een getuigschrift van regelmatige inschrijving met vermelding van de opleiding waarvoor de ambtenaar is ingeschreven, het aantal uren van de opleiding en ook het tijdschema.

2° in het geval deze kan worden uitgereikt, een getuigschrift over de nauwgezetheid waarmee de ambtenaar de opleiding heeft gevolgd

De attesten zijn conform de modellen uit bijlagen 5 en 6 van dit besluit.

Art. 50/2. Het formulier van getuigschrift van regelmatige inschrijving wordt door de ambtenaar overgemaakt aan de opleidingsverstrekker.

De ambtenaar dient het getuigschrift van inschrijving behoorlijk ingevuld over te maken aan de afdeling Human Resources.

Art. 50/3. § 1. Het formulier van getuigschrift over de nauwgezetheid wordt overgemaakt door de ambtenaar aan de opleidingsverstrekker na afloop van de opleiding of van het leerprogramma.

Deze reikt het getuigschrift uit binnen twintig dagen na het beëindigen van de opleiding.

Binnen dertig dagen na het beëindigen van de opleiding of het leerprogramma, overhandigt de ambtenaar het getuigschrift aan de afdeling Human Resources.

Dezelfde verplichting geldt voor de ambtenaar die voortijdig de opleiding opgeeft.

§ 2. Het opgeven van de opleiding dient onverwijld te worden gemeld aan de opleidingsverstrekker.

Art. 50/4. Voor de opleiding die geen regelmatige aanwezigheid vereist, moet de dienstvrijstelling of het opleidingsverlof opgenomen worden tussen het aanvatten van de opgelegde taken en het beëindigen ervan. Wanneer deze opleiding gevolgd wordt door de deelname aan een examen, wordt de periode verlengd tot het einde van de eerste of eventueel tweede examenzitting.

Art. 50/5. Rekening houdend met de behoeften van de dienst en met het aantal uren of lessen van de opleiding vermeld op het getuigschrift van regelmatige inschrijving, kan desgevallend een planning voor de dienstvrijstelling of het opleidingsverlof opgelegd worden. De planning wordt opgesteld door het diensthoofd, na raadpleging van de betrokken ambtenaar. Zij wordt overgemaakt aan de afdeling Human Resources.

Art. 51. De ambtenaar die door zijn hiërarchische meerdere en/of de afdeling Human Resources verplicht wordt een opleiding te volgen, heeft recht op terugbetaling van de reiskosten.

De kosten verbonden aan een door de hiërarchische meerdere of de afdeling Human Resources verplichte opleiding worden integraal door de instelling ten laste genomen.

Art. 51/2. De kosten verbonden aan een opleiding die de ambtenaar op eigen verzoek volgt, kunnen het voorwerp uitmaken van een financiële tussenkomst vanwege de instelling. De modaliteiten en voorwaarden waaronder deze wordt toegekend, worden vastgesteld door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en ten uitvoer gelegd door de Directeur-generaal.

Art. 52. § 1. Het personeelslid kan beroep aantekenen tegen de beslissing tot afwijzing van zijn aanvraag om een opleiding te volgen of tegen de beslissing de opleiding te beëindigen.

Te dien einde wordt bij de instelling een Beroepscommissie inzake opleiding opgericht.

§ 2. De commissie is samengesteld uit :

Een voorzitter en een plaatsvervangende voorzitter, aangewezen door het Beheerscomité op voordracht van de Directeur-generaal;

Drie effectieve en drie plaatsvervangende leden, aangewezen door de Directeur-generaal;

Drie effectieve en drie plaatsvervangende leden, aangewezen door de representatieve werknemersorganisaties van het Instituut (één lid per representatieve vakorganisatie);

Een secretaris, aangewezen door de Directeur-generaal, die niet stemgerechtigd is.

De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan het Beheerscomité.

§ 3. De ambtenaar beschikt over tien dagen tijd om beroep aan te tekenen, te rekenen, al naargelang het geval, vanaf de datum waarop hem de beslissing tot afwijzing van zijn aanvraag wordt medegedeeld of vanaf de datum waarop hij ervan op de hoogte wordt gesteld dat een einde wordt gemaakt aan zijn opleiding.

§ 4. Behalve bij wettige verhindering verschijnt de ambtenaar persoonlijk voor de Commissie; hij kan zich laten bijstaan door een personeelslid van het Instituut of door een afgevaardigde van een representatieve vakorganisatie van het Instituut. Deze raadsman mag in geen geval deel uitmaken van de Commissie.

De verdediging van de aangevochten maatregel wordt waargenomen door een ambtenaar die door de Directeur-generaal wordt aangewezen.

Noch deze ambtenaar, noch de appellant of zijn raadsman mogen bij de beraadslaging aanwezig zijn.

Tegen de beslissing van de Commissie is geen intern beroep mogelijk.

Art. 4. Overgangs- en slotbepalingen.

§ 1. De dienstvrijstelling en het opleidingsverlof volgens de nieuwe artikelen 48 tot 52, zijn toepasbaar op de opleidingen die aanvangen vanaf 1 september volgend op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. Het stelsel van dienstvrijstelling en opleidingsverlof dat in voege is vóór de eerste september volgend op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, blijft van toepassing op de opleiding waarvoor reeds een dienstvrijstelling of opleidingsverlof werd toegekend.

Art. 5. De leden van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding, Onderwijs en het Openbaar Ambt worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 juni 2004.

E. TOMAS,

Voorzitter van het College, bevoegd voor Onderwijs, Beroepsomschakeling en Bijscholing, Schoolvervoer, Cohabitatie met de plaatselijke leefgemeenschappen, Relaties met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, en de Internationale Betrekkingen

J. SIMONET,

Lid van het College, belast met het Openbaar Ambt

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

Bijlage 4

Erkenning

Artikel 1

De volgende opleidingsverstrekkers zijn erkend; de opleidingen geven recht op de toekenning van opleidingsverlof :

1. De afstandsonderwijs cursus van de dienst Afstandsonderwijs van het Ministerie van Opvoeding, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap.

2. De cursussen die georganiseerd worden in het kader van het onderwijs voor sociale promotie en die georganiseerd, gesubsidieerd of erkend zijn door een Gemeenschap.

3. De cursussen van het hoger niet-universitair onderwijs van het korte type met volledig leerplan die 's avonds of tijdens het weekeinde georganiseerd worden in instellingen van het hoger onderwijs, overeenkomstig artikel 5bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs.

4. De cursussen van het hoger niet-universitair onderwijs van het lange type met volledig leerplan die 's avonds of tijdens het weekeinde georganiseerd worden in instellingen van het hoger onderwijs, overeenkomstig artikel 5bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs.

5. De cursussen van het universitair onderwijs van de eerste en tweede cyclus die 's avonds of tijdens het weekeinde georganiseerd worden in de universiteiten en de daarmee gelijkgestelde instellingen met het oog op het behalen van een wettelijke of wetenschappelijke titel bedoeld in de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs.

6. De cursussen van elke aanvullende studiecycclus georganiseerd door de universiteiten en de daarmee gelijkgestelde instellingen.

7. De verstrekkers die opleidingen, bijscholing (al dan niet in een bedrijf), seminaries organiseren die beantwoorden aan de specifieke noden van de functies uitgeoefend door de ambtenaar.

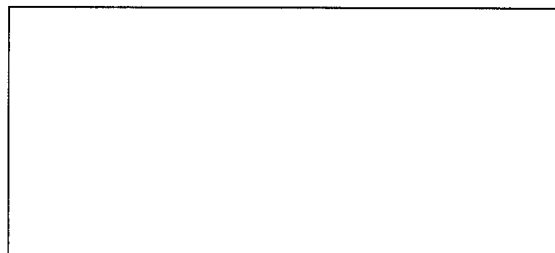
Bijlage 5

Getuigschrift van regelmatige inschrijving en in voorkomend geval getuigschrift van nauwgezetheid

Ik, ondergetekende

Handelend als

Van de onderwijsinstelling waarvan de benaming
en het adres vermeld zijn in het kader hiernaast,
Verklaar dat



M. / Mej./ Mevr. (naam en voornaam)

Woonachtig te

Regelmatig is ingeschreven voor de opleiding die hieronder beschreven is :

Type van de opleiding : Plaats van de opleiding

Benaming :

Datum van inschrijving Totale duur van de studies.....

Theoretisch aantal cursusuren van het schooljaar of van de opleiding	A	u.
Aantal cursusuren waarvan de cursist vrijgesteld is wegens vroeger of gelijktijdig gevolgd onderwijs	B	u.
Aantal cursusuren voor de cursist in kwestie (uren van de opleiding)	C	u.

$C = A - B$

Lesrooster van de gevolgde opleiding / tijdschema

Maandag	Woensdag	Vrijdag
Dinsdag	Donderdag	Zaterdag

Datum van de aanvang van de opleiding.....

Datum van het laatste examen van de eerste zitting.....

Datum van het laatste examen van de tweede zitting (in voorkomend geval)

Vakantiedagen : Kerstvakantie.....Paasvakantie..... Zomervakantie.....

Andere verlofdagen :

Datum en handtekening

De cursist heeft de hierboven beschreven opleiding op de volgende wijze gevolgd :

Aantal cursusuren voor de cursist in kwestie (in voorkomend geval, tot de datum van het opgeven van de opleiding)	Y	u.
Aantal cursusuren die werkelijk werden gegeven		u.
Aantal uren gewettigde afwezigheid		u.
Aantal uren ongewettigde afwezigheid	Z	u.

$Z/Y = \text{percentage van de ongewettigde afwezigheid}$

Datum van het opgeven van de opleiding

Zegel of stempel van de instelling

Datum en handtekening

Bijlage 6

A. Getuigschrift van regelmatige inschrijving voor het afstandsonderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap

Ik, ondergetekende

Handelend als

Van de onderwijsinstelling waarvan de benaming
en het adres vermeld zijn in het kader hiernaast,
Verklaar dat

--

M. / Mej./ Mevr. (naam en voornaam)

Woonachtig te

Regelmatig is ingeschreven voor de opleiding die hieronder beschreven is :

Type van de cursus :

Benaming :

Datum van inschrijving Datum van ontvangst van de eerste taak.....

LEERPROGRAMMA

Benaming van de cursussen	Cursistnummer	Aantal weken	Aantal lessen

Datum en handtekening

C. Getuigschrift van nauwgezetheid

Benaming van de cursussen	Aantal ontvangen lessen	Einde leerprogramma
Periode(s) van onderbreking		

Datum en handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 10 juni 2004.

E. TOMAS,

Voorzitter van het College, bevoegd voor Onderwijs, Beroepsomschakeling en Bijscholing, Schoolvervoer, Cohabitatie met de plaatselijke leefgemeenschappen, Relaties met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, en de Internationale Betrekkingen

J. SIMONET,

Lid van het College, belast met het Openbaar Ambt